l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1620 - 30 juillet 1999 - prix : 9F

- Baisse du taux des livrets A
- Aides aux suppressions d'emplois dans l'automobile

JOSPIN PREND AUX PAUVRES POUR DONNER AUX RICHES



SOMMAIRE

Dans le monde

- 4 Chirac en Afrique
- **6** Maroc : mort d'Hassan II
- 7 Grande-Bretagne: les charognards de l'Empire
 - Boeing : réservoirs dangeureux

Tribune

4 – Les amis français du roi Hassassin

Parlement européen

5 – Compte-rendu des députés LO-LCR

Dans les entreprises

- 8 Accord sur les préretraites dans l'automobile
- 9 Grève d'Elf **Exploration-Production** (Pau): la direction a dû reculer!
- Plan d'Usinor contre les travailleurs
- **10** Banques :

la nouvelle convention

- La «Plastics Vallée» autour d'Oyonnax (Ain)
- Delphi (Général Motors)

Lire

- 11 Banjo
 - de Claude Mc Kay
 - Le Sicilien
 - de Norman Lewis
- 12 Les militants de Lutte Ouvrière dans votre ville

Logement social L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT

Justifiant la baisse du taux du livret A, le gouvernement a dit que les sommes ainsi récupérées serviraient au logement social. Voire! Car comment croire que ceux qui commencent par s'en prendre aux économies placées sur 46 millions de livrets, peuvent se soucier du bien-être de ceux qu'ils viennent de ranconner?

Treize millions de personnes vivent en construction HLM et parmi elles neuf millions en location. Les besoins sont bien sûr loin d'être satisfaits. Par exemple. rien que dans la région Ilede-France, près de 300000 demandes seraient en attente. Du coup, un véritable «marché du taudis» perdure, avec ses logements minuscules et insalubres, ses hôtels meublés pour pauvres...

Dans son programme pour les législatives de 1997, le Parti Socialiste s'était fixé l'objectif de 150000 logements neufs par an. En 1998, il n'en a programmé que 80000, dont 50000 à peine ont été lancés.

Et que dire du parc de logements sociaux existants? Une partie notable de ces bâtiments a été construite mal et dans l'urgence. Beaucoup de locataires HLM connaissent les murs qui laissent passer tous les bruits, l'humidité, les fenêtres mal isolées, ou les ascenseurs vétustes.

Certes, certains quartiers ont été reconstruits mais d'autres, «ghettoïsés», sont laissés à l'abandon ou juste retapés en façade, en particulier dans les banlieues les moins accessibles.

Dans le domaine du logement social comme dans les

autres, ce qui compte c'est la demande solvable. La préoccupation de ceux qui les construisent comme de ceux qui les louent est d'abord de faire de l'argent. Dans cette société, la construction doit rapporter. Elle peut parfaitement permettre d'amasser des fortunes, à condition de ne pas construire pour loger les trop pauvres, les plus démunis, les exclus.

Ce qu'il faudrait, c'est évidemment une politique de construction massive de logements corrects, ainsi que des réhabilitations de logement vides, parfois laissés à l'abandon par leurs propriétaires.

Tous les travailleurs devraient pouvoir se loger correctement, mais pour ce faire encore leur faut-il un salaire décent. En ce sens. la crise actuelle du logement social est elle aussi directe-

ment liée au chômage. En privant d'emploi et de revenu des millions de personnes, et en imposant des salaires bloqués et insuffisants, les patrons contribuent directement au drame du logement pour bien des familles. L'interdiction des licenciements contribuerait à la solution du problème. Mais ce n'est pas ce gouvernement qui prendra de telles mesures.

Frédéric GESROL

TOUCHE PAS

L'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune, n'a pas rapporté autant que prévu. Il avoisinerait les 12 ou 13 milliards de francs, contre 14,9 atten-

Du côté du gouvernement, il n'est même plus question d'élargir l'assiette de cet impôt. Pourtant, ni les œuvres d'art privées, ni les fortunes immobilières, ni les fortunes personnelles (usines. machines...) ne comptent pour le calcul de l'ISF. C'est déià là un scandale. Strauss-Kahn, lorsqu'il était président de la commission des Finances sous Mitterrand, le déplorait. Le même, aujourd'hui ministre, n'en dit plus un mot, ce qui ne l'empêche pas de s'en prendre aux bien moins riches par le biais d'une baisse de rémunération des livrets A. Cette baisse (sans parler de celles concernant des plans et comptes épargne) va rapporter 5,25 milliards de francs, soit près de la moitié de l'ISF.

Dis-moi qui tu protèges, je te dirai qui sont tes amis!

Région Centre

ANSPORTS : RIEN NE LES PRESSE

ment a annoncé, en même temps que le montant des crédits aux régions, son intention d'infléchir la politique des transports en faveur du rail. Qu'en est-il sur le terrain?

Dans la région Centre, le président du Conseil régional, le socialiste Michel Sapin, a expliqué dans une interview quel usage il comptait faire des 20% supplémentaires de crédits attribués à la région : «Pour le rail, les

Le 23 juillet le gouverne- crédits ont triplé. Nous allons pouvoir étudier de manière réaliste la réouverture de la ligne Chartres-Orléans». Des propos bien peu concrets pour une ligne qui court tout droit au travers de la Beauce et qui est simplement fermée depuis des décennies. Qu'il faille des travaux de remise en route, sans doute. Mais de là à se borner à annoncer une étude de plus, sans aucun projet, c'est tout simplement se moquer du monde.

D'ailleurs la route n'est

guère mieux lotie. Sapin poursuit dans la même interview: «Les crédits vont permettre d'achever le doublement du tronçon Chartres-Orléans de la RN 154, d'ici 2010» - dans 11 ans... Et pourtant ce sont les pouvoirs publics qui disent eux-mêmes que ce tronçon est le plus meurtrier d'Eure-et-Loir, et qu'il est urgent de le mettre en 2 fois deux voies, tout comme d'ailleurs le troncon Chartres-Dreux de la

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épulsement des matières premières et des militeux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoisme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita-lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisle, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli-ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son ori-gine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE internet: http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail: lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1° janvier 1970, Gérant : Michel Rodinson, Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés], Impression : Roto de l'Ille-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

RN 154. SOUTENEZ
LUTTE
LUTTE
OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de
LUTTE
OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, Jean-Paul Rigollet a sté
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité
ouvrière, et que tout don de plus de 1900 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire - Afrique francophone,	300 F 390 F 420 F		100 F 140 F 100 F
Moyen-Orient, USA, Canada (solt zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique	450 F	230 F	• 140 F (comme voie aérienne
Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) - Océanie (soit zone 4) Autres pays, voie aérienne	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique	480 F	250 F	- 140 F
Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) Océanie (soit zone 4)	540 F 660 F	280 F 340 F	170 F 210 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES VOLEURS!

S'il n'en faisait pas toute l'année, on pour-rait dire que c'est surtout l'été, quand une grande partie des travailleurs sont absents, que le gouvernement choisit pour faire ses mauvais coups.

Avoir baissé encore plus la rétribution des malheureuses économies, des quelques sommes mises de côté pour faire face aux imprévus, sur les livrets A, c'est vraiment un geste de voleurs à la tire, de gens qui n'ont aucun scrupule à faire les poches des plus pauvres. Plus de la moitié des livrets A ne contiennent que ' mille francs, et un sur cinq contient entre 1000 et 10 000 francs. Notre gouvernement n'a rien à envier aux dictateurs des pays pauvres qui arrivent à se construire des fortunes personnelles colossales en rançonnant les populations misérables de leur pays.

La différence c'est que le gouvernement français ne le fait pas pour enrichir ses membres – du moins c'est à espérer – il le fait pour enrichir la bourgeoisie française, déjà une des plus riches du monde. En tout cas il le fait pour ne pas avoir à lui prendre un seul centime pour équilibrer les finances de l'Etat.

Il dit que c'est pour aider au financement des HLM. En quoi il ment évidemment car, dans un an, dans deux ans ou dans dix ans, les HLM ne seront pas en meilleur état et surtout pas plus nombreux. D'autant que, dorénavant,

l'argent placé sur les livrets A servira à d'autres choses qu'aux prêts aux HLM. Mais cela ne gêne pas le gouvernement : son mensonge ne se verra que plus tard, quand on aura oublié sa petite crapulerie de cet été.

Comme si le peu d'argent que les travailleurs, les gens du peuple, auraient placé à 3 % ruinait l'économie, alors qu'on dit aux travailleurs qu'il est normal que les salaires soient bloqués, parce qu'il est vital que l'argent des actionnaires des grandes sociétés soit rétribué à 10 ou 15 %. Et quand cela rapporte moins, on licencie. Voilà la justice sociale, selon le gouvernement.

Et l'on nous apprend froidement que cette décision a été prise sur l'avis d'un comité de neuf experts, parmi lesquels on trouve deux PDG de banques, le président de la confédération des petites et moyennes entreprises et quatre hauts fonctionnaires. Voilà les gens auprès desquels le gouvernement soi-disant de gauche prend ses conseils.

Pourtant, même si l'argent ainsi économisé servait vraiment à construire de nouveaux HLM ou à améliorer ceux qui existent, cela n'enlèverait rien à l'injustice de cette mesure car il y aurait bien d'autres moyens de financer les HLM.

Pourquoi en effet, puisqu'on ose taxer les malheureuses économies des plus pauvres de 0,75 %, n'augmenterait-on pas les impôts sur les bénéfices, sur

les profits financiers, sur la fortune de 0,75 % aussi? Cela rapporterait bien plus! Et cela serait bien plus juste. Mais la justice n'a rien à voir làdedans. La vérité est que le gouvernement, comme tous ses prédécesseurs, est au service de la bourgeoisie, et pas des classes populaires. Taxer, même un tout petit peu, les riches, cela lui est moralement impossible.

Par contre, commettre une mesquinerie révoltante envers les classes populaires qui l'ont élu, cela n'est pas contraire à sa morale. Il est là pour cela.

Ce gouvernement a pu créer quelques illusions. Beaucoup ont cru, sans espérer trop, que cela serait au moins un peu mieux qu'avec les autres. Mais toutes les promesses annoncées, il les a oubliées. Où est la diminution du chômage? Où sont tous les emplois-jeunes promis? Et les 35 heures, qui devaient créer des emplois et améliorer les conditions de travail, se sont retournées contre les travailleurs. Elles ne créent aucun emploi et aggravent les conditions de travail par la flexibilité du temps de travail.

Cette baisse de l'intérêt du livret A est une mesure antipopulaire qui vient s'ajouter à toutes les autres.

C'est pourquoi il faut qu'arrive vite le moment où l'on fera payer, capital et intérêts compris, à la bourgeoisie et au gouvernement, tout ce qu'ils ont volé aux travailleurs et aux classes populaires.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structu-

rée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE -

LES AMIS FRANÇAIS **DU ROI HASSASSIN**

Pour Chirac et Jospin, c'est un «ami» qui vient de disparaître. Pour nous les travailleurs, vivant en France ou au Maghreb, c'est un dictateur, corrompu et sanguinaire.

Que la presse en France comme les politiciens ne tarissent pas d'éloges sur « notre ami le Roi » Hassan II n'a rien d'étonnant. Depuis longtemps, le Maroc est une succursale des grandes entreprises françaises, les mêmes qui nous exploitent ici. Et entre gens du même monde, les petits cadeaux entretiennent l'amitié. La « garde royale» a eu droit à tous les honneurs sur les Champs-Elysées. En retour les journalistes français bien en cour sont reçus comme des hôtes de marque dans les palaces appartenant au roi, quand ce ne sont pas les politiciens plus discrètement qui viennent quémander quelques soutiens pour financer leur campagne électorale

L'armée du Maroc réprime, maintient l'ordre au profit des capitalistes, mais fait payer rubis sur ongle aux plus pauvres son matériel acheté chez Dassault, Matra ou Giat. Quant au groupe Bouygues, il continue à bâtir une partie de sa fortune en accaparant les grands marchés du BTP, comme la construction de la mosquée de Casablanca (financée par un racket systématique de la population) ou les multiples palais royaux. Il possède la deuxième chaîne du Maroc comme il possède ici TF1, mais le roi du Maroc, lui, possède 10% de Bouygues... Pas étonnant donc si tout ce petit monde se serre les coudes, et s'il y a des imbéciles pour s'extasier sur les fêtes somptueuses qu'il aime à offrir dans ses palais alors que plus de la moitié de la population ne dispose même pas de l'eau courante!

Le tiers de la population vit endessous du seuil de pauvreté et plus de la moitié est analphabète mais le Maroc est une mine d'or pour les capitalistes français. Vivendi, Air France, Alsthom, Alcatel, Renault, Thomson, les ciments Lafarge, le groupe Suez, les grandes banques y sont solidement implantées. Et bien d'autres encore, comme l'industrie du luxe qui vient y exploiter ses « petites mains » (dix fois moins chères que les ouvriers ici!), sans compter toutes ces PME du textile, du jouet ou de l'électronique qui viennent profiter d'un climat social exceptionnel: la paix et l'ordre dans té du lundi 26 juillet 1999

un pays où une simple distribution de tracts peut valoir la torture et des années de prison, où la peur et la délation règnent dans les quartiers populaires quadrillés par les mouchards de la police, où les familles sont ellesmêmes tenues pour responsables du comportement de chacun de leurs membres...

Après l'indépendance en 1956 et le départ des colons, Hassan II a accaparé les meilleures terres agricoles du pays, les seules qui bénéficient réellement des moyens d'irrigation financés par l'Etat. Il a mis la main sur l'ONA (Omnium Nord Africain), un holding racheté à Paribas, devenu la première puissance financière du pays. Sa fortune est estimée à des dizaines de milliards de francs, alimentée aussi par un système bien rôdé de corruption et semble-t-il par le trafic de drogue.

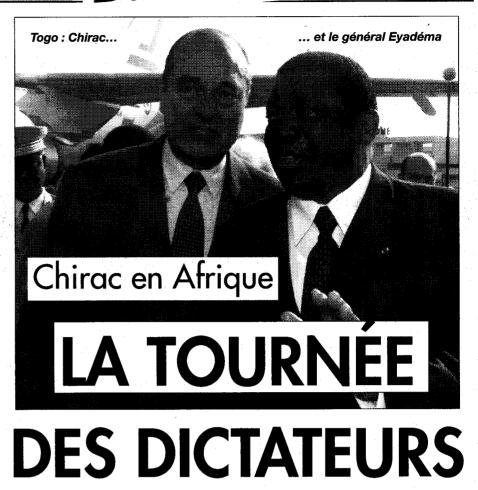
Aujourd'hui les dirigeants de l'impérialisme cherchent mille excuses à cette dictature, en agitant notamment le spectre de l'islamisme, alors que c'est elle qui alimente le désespoir d'une partie de la population. Ils voudraient le faire oublier en s'appuyant sur des images censées montrer « un peuple en larmes ». Comme si des millions de Russes n'avaient pas pleuré en leur temps la mort de Staline, comme si cela aurait dû prouver quoi que ce soit alors que des millions d'autres serraient les poings de rage

Quelle est la dictature qui ne se sert pas de subterfuges, comme le patriotisme, la religion, les «traditions», ou encore le culte de la personnalité? Quelle est la dictature qui ne se sert pas aussi, à un moment ou à un autre, du ralliement d'anciens opposants pour faire croire à une « ouverture »? Cela n'empêche pas toujours les explosions de colère...

Dans le passé, les travailleurs marocains ont montré un formidable courage en menant des grèves massives à l'échelle de tout le pays. Des émeutes en 1981, 1984, 1990, ont été noyées dans le sang, elles ont fait des milliers de morts mais elles ont aussi fait trembler le régime. De ces travailleurs en lutte nous sommes solidaires. Pas de notre impérialisme qui fabrique, entretient et cautionne les dictateurs.

Editorial des bulletins d'entreprises «l'Etincelle» de la minori-

Dans le monde



Comme chacun sait, Chirac est l'ennemi des dictateurs. En conséquence de quoi, les quatre dirigeants qu'il a rencontrés dans sa tournée africaine du 21 au 24 juillet, et avec lesquels il entretient des relations très amicales, sont des démocrates. Disons des démocrates un peu particuliers.

En Guinée, la visite de Chirac a été pour son ami le général président Lansana Conté. Son régime est tellement peu démocratique que la Banque Mondiale lui a coupé toute aide financière. C'est du moins la raison que donne cet organisme international. Seule la France continue donc à soutenir financièrement le régime qui maintient en prison depuis sept mois le principal opposant, Alpha Condé, pour le motif d'avoir voulu sortir du pays. Cela n'a pas empêché Chirac, pendant son voyage, de décorer Lansana Conté avec sa propre Légion d'honneur.

Mais, derrière un régime où la corruption équivaut à un véritable gangstérisme, n'y a-t-il pas en Guinée bien des richesses qui intéressent au premier chef les capitalistes français, à commencer par la bauxite, dont le pays détient les premières réserves mondiales, pour le plus grand bonheur de Péchiney, entre autres? De même trouve-t-on Bolloré dans le transit, France-Télécom pour le téléphone, Bouygues pour l'eau et les travaux publics...

S'il est un pays où il est vraiment difficile de parler de démocratie, c'est le Togo. Un rapport d'Amnesty International évoque un « état de terreur» et « dénonce des crimes contre l'humanité». Mais Chirac a déclaré qu'il s'agissait peut-être d'une « opération de manipulation »... et voilà le dictateur Eyadema présenté comme une victime.

L'Union Européenne a coupé toute relation économique avec le Togo depuis 1993. Peut-être est-ce pour cela que le président français n'a pas osé parer son voyage du terme de «visite officielle» mais de «visite de travail». Pourtant, son ami le général président Gnassingbé Eyadema, ancien militaire dans l'armée française, en Indochine puis en Algérie, est un ami de longue date. Certainement depuis son arrivée au pouvoir en 1967.

Si peu confiant dans la démocratie togolaise, l'opposant au régime Gilchrist Olympio, en exil au Ghana, n'a même pas osé prendre le risque de venir rencontrer Chirac à la Résidence de France de Lomé, la capitale.

Au Cameroun, l'ami de toujours s'appelle Paul Biya. Au pouvoir depuis 1982, il a été réélu pour sept ans, avec plus de 92 % des suffrages. Dans ce pays, toutes les manifestations d'opposants sont violemment réprimées. En 1996, suite à une promesse faite à Mitterrand, Biya a institué une Constitution et créé deux Chambres. Mais pour plus de garanties, une partie des membres est directement nommée par lui-même...

La quarantaine d'hommes d'affaires qui accompagnaient Chirac se sont réjouis de l'embellie économique que connaît paraît-il le Cameroun (mais, en tout cas, pas la population) et en particulier du gros projet de pipe-line et de terminal pétrolier du port de Kribi destinés à recevoir le pétrole tchadien.

Au Nigeria, guère plus démocratique que les autres, en dépit d'élections récentes, les choses sont un peu différentes. Ce pays anglophone ne fait pas partie du « pré carré » traditionnel de la France en Afrique.

Il n'empêche que ce pays est l'un des principaux producteurs de pétrole, que son marché est l'un des plus vastes et des plus prometteurs d'Afrique, et que certaines grosses sociétés françaises y sont bien implantées, Peugeot en l'occurrence. Tout cela méritait bien un détour.

En fait, la démocratie est bien évidemment le cadet des soucis des dirigeants occidentaux, Chirac comme les autres. Pour chacun d'entre eux, il s'agit de se placer pour défendre au mieux les intérêts économiques de sa bourgeoisie respective. Ces pays ont des richesses, exploitées ou potentielles, considérables.

Quant à la population, sa pauvreté, sa misère, sa souffrance, vis-à-vis d'elle, une formule creuse suffit, comme celle prononcée sentencieusement par Chirac: «Il y a un rythme africain, il faut le respecter».

Roger PÉRIER

Parlement européen

COMPTE RENDU DES DÉPUTÉS DE LA LISTE LO-LCR AU PARLEMENT EUROPÉEN

La session d'ouverture du Parlement européen a été l'occasion pour les cinq élus de la liste Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire, Arlette Laguiller, Alain Krivine, Armonie Bordes, Roseline Vachetta, Chantal Cauquil, de commencer leur mandat de députés européens.

La session s'est ouverte par l'élection du président, qui opposait trois candidats: Nicole Fontaine, candidate des deux principaux groupes parlementaires de droite, Mario Soares, candidat du groupe socialiste, et Heidi Hautala, une écologiste. Le groupe GUE-NGL - qui, rappellons-le, nous accueille – après avoir déposé la candidature de Laura Gonzalez, membre du PC espagnol, l'a retirée juste avant le vote, pour se rallier à la candidature de Soares. Nous avions annoncé à la réunion du groupe GUE-NGL que, sans partager toutes ses orientations politiques, nous voterions pour la candidature de Laura Gonzalez. Nous avons aussi précisé «qu'il n'était pas question de voter pour Soares, ni directement, ni indirectement, ni au premier tour, ni au tour suivant». En conséquence, en assemblée plénière, nous avons voté contre toutes les candidatures.

Nous avons pu intervenir en assemblée plénière – pour une minute, car tel est le règlement!



Bangemann, cet ex-commissaire européen spécialisé dans les problèmes de télécommunication, qui venait de démissionner de son poste pour être embauché à prix d'or par le trust Telefonica. L'intervention d'Arlette Laguiller, prenant le relais de celle de Markov, du groupe GUÉ-NGL qui présentait une résolution de protestation à ce sujet, a tranché dans la litanie de la douzaine de députés qui se sont succédé pour répéter des considérations morales hypocrites sur l'éthique que devrait avoir un commissaià propos de l'affaire re européen, mais sans s'occu-

per, à une exception près, du trust corrupteur. En réponse, le commissaire européen Neil Kinnock s'est livré à quelques considérations oiseuses sur cette «contribution extrêmement intéressante», qui «attire l'attention sur le fossé économique dans la société», assaisonnées d'une exhortation à l'intégrité car « nous sommes des privilégiés quelque

Les résolutions nous ont donné un aperçu de ce fonctionnement «consensuel» qui se veut la marque du Parlement européen. Le groupe GUE-NGL a par

exemple présenté un projet dénonçant la condamnation à mort d'Ocalan, le dirigeant de l'organisation kurde PKK, et l'absence des libertés démocratiques en Turquie. Texte qu'il a amendé en tenant compte de notre contre-proposition qui affirmait clairement le droit du peuple kurde à l'autodétermination. Mais la résolution finale s'est négociée en coulisses entre présidents de groupe et elle est venue au vote devant le Parlement, signée par la quasi-totalité des groupes, droite comprise, édulcorée, avec des passages avec

lesquels nous sommes en complet désaccord. Il restait cependant la prise de position du Parlement européen contre la condamnation à mort d'Ocalan comme restait la demande adressée à la Turquie de revenir en arrière, ce qui a motivé notre vote en faveur de cette résolution.

Nous n'avons pas voté les autres résolutions et amendements. En particulier, nous avons voté contre la résolution sur le Kosovo, car elle partait de l'idée du respect des frontières actuelles dans la région, ce qui implique le refus du droit des peuples du Kosovo à l'indépendance s'ils le souhaitent. Nous avons au contraire affirmé notre refus de cautionner des frontières imposées par les grandes puissances, au mépris des aspirations et des intérêts des peuples de la région. En tout état de cause, nous ne voulions pas mêler nos voix à ceux qui ont mené ou soutenu la

Il est bien difficile, à la lumière de cette session inaugurale, de prévoir de quelle façon précise nous pourrons être utiles aux travailleurs et à leurs intérêts et, par là même, perturber le climat consensuel du Parlement européen, en rompant la monotonie de ce moulin à paroles. Nous avons en tout cas la volonté de nous y employer.

> Lutte Ouvrière/Ligue Communiste Révolutionnaire

DÉCLARATION SUR L'AFFAIRE **BANGEMANN**

Arlette Laguiller au nom du groupe Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire

député Markov du groupe GUE-NGL à l'égard de l'attitude de M. Bangemann. Mais la question c'est: Quels services M. Bangemann a pu rendre pour être si bien récompensé? Combien ces services ont-ils rapporté à la société privée Telefonica? Quel contrôle y a-t- il sur les subventions et sur les avantages que des sociétés privées, Telefonica ou bien d'autres, encaissent de la part des institutions européennes et quel contrôle y a-t-il sur l'usage que ces entreprises en font?

Oui, il est choquant qu'un

Je partage l'indignation du commissaire européen puisse tirer, indûment, des avantages personnels de sa fonction. Mais ce qui est bien plus choquant encore c'est que de grandes entreprises richissimes puissent tirer, tout à fait légalement, du profit privé des subsides des institutions européennes, alors qu'à ma connaissance, ces mêmes institutions n'aident en rien les 18 millions de travailleurs réduits au chômage sur le territoire de l'Union, pas plus que ces autres millions qui doivent vivre avec des salaires qui permettent à peine de survivre.

20 juillet 1999

LES SANS-PAPIERS **AU PARLEMENT EUROPÉEN**

Lorsque, en plein discours de Romano Prodi, le comité local des sans-papiers est venu manifester dans la cour, c'est avec soulagement que notre délégation a abandonné pour un moment l'hémicycle - en compagnie de députés de la liste PCF et de quelques députés Verts - pour réclamer avec eux la régularisation de tous les sans-

en fut un télégramme envoyé à Chevènement avec la signature d'une centaine de députés - dont la totalité du groupe GUE-NGL, des Verts et de quelques socialistes - protestant contre l'arrestation de Romain Binazon, dirigeant de la Coordination nationale des sans-papiers. Espérons qu'au moins cela pèsera pour faire libérer Binazon et pour papiers. Le résultat concret empêcher son expulsion.

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE nº 44

(juillet-août 1999)

Les élections européennes en France : Tribune de la minorité

- Pour la première fois dans ce pays, des députés d'extrême gauche au Parlement européen
- Division et recul à droite, maintien de la «gauche plurielle», le PCF toujours au plus bas sur le plan électoral
- La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs, des jeunes

Révolutionnaire : continuer dans l'unité!

• Lutte Ouvrière-Ligue Communiste

- Les élections sont passées, mais la campagne politique de LO-LCR doit conti-

La liste LO-LCR dans les élections européennes

- Documents
- Résultats
- **Ex-Yougoslavie** Bilan sanglant et provisoire d'une guerre inachevée

Prix: 10F – Envoi contre 12F en timbres

Dans le monde

MAROC LE RÈGNE D'HASSAN II UN PILLARD ET BOURREAU COURC

La mort d'Hassan II, survenue le 23 juillet, a suscité un concert de louanges de la part d'un grand nombre de chefs d'Etat. Chirac a exprimé son « immense peine », tandis que Bill Clinton s'est dit « profondément attristé ». Comme si, avec la mort du roi du Maroc disparaissait un bienfaiteur de l'humanité. Un défenseur de l'oppression et de l'exploitation sûrement, puisque Hassan II a maintenu des années durant le peuple marocain sous un régime de terreur, de misère et de corruption.

Le royaume : un bien personnel

En 1961, lorsque Hassan II devint roi, il se tailla une Constitution sur mesure qui fit de lui une « personne inviolable et sacrée ». Tout lui était permis. En féodal qu'il était, il considérait le royaume comme sa propriété. Et c'est ainsi qu'à sa mort le monarque possédait vingt palais, rien qu'au Maroc. Son frère, lui, était surnommé « Son Altesse 51 % » (c'est la part qu'il réclamait dans toute société qu'il patronnait). D'ailleurs, à l'image du maître, c'est tout l'appareil d'Etat qui baignait dans la vénalité et la corruption.

Passionné de golf, le roi avait édifié pour son plaisir des pelouses magnifiques, quitte pour les entretenir à couper l'eau des quartiers populaires.

La fortune qu'Hassan II a accumulée serait de l'ordre de 10 milliards de francs. Il possédait une vingtaine de comptes numérotés un peu partout. Les meilleures terres ont été accaparées par la famille royale. Le plus grand groupe industriel

de paysans-rabatteurs.

Le futur roi du Maroc à la chasse, en 1956, accompagné d'une armée

considéré comme la propriété du roi : un groupe présent dans les mines de phosphates, la banque, l'agro-alimentaire, l'audiovisuel... Dans un autre registre, un rapport de l'Union Européenne datant de 1994 disait même que « les revenus du cannabis représentent la première source de devises du pavs ». Et dans ces trafics en tout genre, l'entourage du roi, voire le roi lui-même, baignaient allégrement.

Celui qui s'intitulait « commandeur des croyants » avait fait construire la gigantesque mosquée de Casablanca qui porte son nom... généreusement financée par la contribution forcée de tous les Marocains. Mais à deux pas des somptueuses mosquées, des grands palais, des golfs verdoyants, des demeures pour milliardaires, la réalité pour un grand nombre de Marocains reste les bidonvilles dont le mot vient d'ailleurs du Maroc, au temps de la colonisation française. Cette colonisation qui mit ce pays en coupe réglée et le maintint dans le sous-développement.

Dans ce pays la réforme agraire n'a jamais eu lieu et 5 % marocain, l'Omnium, était de la population détient encore

60 % des terres. Le Maroc arrive derrière l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte ou la Syrie, pourtant très pauvres, en ce qui concerne l'accès à l'école. Plus de la moitié de la population est encore analphabète.

Un régime de tortionnaires

Le régime s'est toujours appuyé sur l'armée et un appareil répressif impitoyable. Il a fait peser une chape de plomb sur tout le Maroc depuis trente ans. Hassan II a fait arrêter, torturer assassiner plusieurs générations de militants ou d'opposants politiques, dont le plus connu, Ben Barka, éliminé très certainement avec l'aide des services secrets français. Tout opposant, ou supposé tel, savait qu'il pouvait disparaître du jour au lendemain. Le général Oufkir, numéro 2 du régime jusqu'à son élimination en 1972 (après qu'il eut échoué à renverser son maître), torturait de ses propres mains et se vantait de faire parler n'importe qui. Gilles Perrault rapporte des témoignages insoutenables de tortures dans son livre Notre ami le Roi. Dans des bagnes comme celui de Tazmamart, les prisonniers étaient maintenus dans l'obscurité 24 heures sur 24 et parfois enterrés vivants.

Révoltes et massacres

Plusieurs révoltes populaires ont ébranlé le règne d'Hassan II. Toutes ont été férocement réprimées. En 1958, Hassan II n'est encore que prince héritier. Mais déjà il dirige son premier mas-

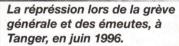
sacre contre une rébellion dans le Rif. Là il envoie 20 000 hommes et fait bombarder les villages. Le bilan est estimé à plusieurs milliers de morts et de blessés.

En 1965, sur fond de crise économique, ce sont des mesures excluant toute une partie de la jeunesse des lycées qui mettent le feu aux poudres. A Casablanca, la jeunesse descend dans la rue, rejointe par le peuple des bidonvilles, sans-travail et ouvriers. C'est l'émeute. La police tire. Oufkir mitraille la foule par hélicoptère. Les chars convergent sur la ville. Pendant trois jours, le régime assassine plusieurs centaines de jeunes et de pauvres.

En 1975, le régime annexe le Sahara occidental. Une guerre féroce est déclenchée contre les Sahraouis avec bombardements, arrestations, déportations, tortures. Malgré cette répression, le régime n'obtient pas la reddition de ce peuple et la question du Sahara occidental n'est toujours pas réglée.

A la fin des années 1970, une vague de grèves se développe contre la baisse dramatique du pouvoir d'achat. En 1981, lors d'une sécheresse dramatique, le





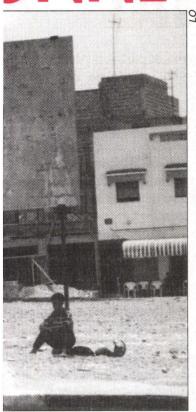


gouvernement annonce une série de hausses sur les produits de première nécessité: 40 % sur la farine, le sucre, 76 % sur le beurre. Des manifestations éclatent un peu partout dans le pays. Les En 1984, sur injonction du FMI, le régime décide de nousymboles de la richesse sont pris pour cibles. La police tire et velles hausses des produits alipourchasse les manifestants. On mentaires. Des émeutes de la évalue le nombre des victimes faim ont lieu à nouveau dans entre 600 et 1 000. Un mort sur tout le pays. Les chars tirent au trois était un enfant. Des milliers canon et les hélicoptères à la de personnes sont incarcérées et mitrailleuse sur les manifescondamnées. tants.

Dans le monde

Grande-Bretagne LES CHAROGNARDS DE L'EMPIRE







Voilà quel était le régime incarné par Hassan II. Que les grands de ce monde le pleurent est somme toute logique. A sa façon, le roi défunt était à leur image, en tout cas fidèle serviteur de leurs intérêts.

Christian BERNAC

Qui aurait cru que l'on parlerait de blanchiment de l'argent de la drogue jusque dans les sommets ultra-puritains du Parti Conservateur anglais? Et pourtant le quotidien londonien The Times vient de révéler que le trésorier national de ce parti en personne, Michael Ashcroft, a été l'objet d'une série d'enquêtes à ce sujet par les autorités américaines.

Il est vrai que ce scandale éclate au moment le plus opportun pour Tony Blair qui s'efforce de redorer un blason plus que terni par les élections de ces derniers mois. Au moment où son parti se lance dans une grande campagne pour la moralisation de la vie politique et l'introduction du financement public pour les partis politiques, l'affaire Ashcroft est du pain béni pour le prêcheur un peu douteux dans ce domaine qu'est Blair.

Mais au-delà de la péripétie politicienne et des sornettes habituelles sur la brebis galeudans 1e troupeau d'« agneaux », cet Ashcroft est une sorte de survivance historique liée au passé colonial de la Grande-Bretagne, comme il y en a d'ailleurs de tout aussi gratinés en France, et pour les mêmes raisons.

Quatorzième fortune britannique, Ashcroft est mieux connu de la classe ouvrière britannique comme le patron d'une très grosses entreprise de nettoyage et de gardiennage du pays, BHI Corp, qui assure en particulier la maintenance des bâtiments de trois grandes chaînes de supermarchés, entièrement avec du personnel temporaire. Ce monsieur est coté en Bourse et sa holding financière est connue pour son appétit vorace à racheter tout ce qui passe à sa portée.

Mais le véritable centre de gravité de l'empire Ashcroft se trouve ailleurs – à Belize, petit pays d'Amérique latine, connu sous le nom de Honduras Britannique jusqu'à la date de son indépendance, en 1981, au début de l'ère de Thatcher.

Comment Ashcroft mit-il le pied à Belize? En profitant de ses amitiés anciennes dans l'entourage immédiat de Thatcher? Pour y jouer sur le terrain le rôle de garant des intérêts britanniques face à une élite locale à laquelle Londres ne faisait guère confiance? Ou peut-être bien les deux à la fois. On ne le sait pas très bien. Toujours est-' il que dix ans plus tard, le même Ashcroft, désormais affublé par les habitants de Belize du sobriquet officieux de « roi de Belize », contrôlait la banque d'Etat du pays, les postes et télécommunications, l'électricité, les transports terrestres et maritimes. Selon un rapport officieux du représentant local de Londres, il se permettait de vendre des passeports beliziens à prix d'or, offrant ainsi un accès très sélectif à ce paradis fiscal de plus en plus prisé. Il semblerait d'ailleurs que les ambitions d'Ashcroft se soient étendues par la suite, puisqu'on a retrouvé un certain nombre de ses sociétés écrans opérant dans d'autres paradis fiscaux faisant encore partie des restes de l'Empire, comme les îles Turks et Caïcos par exemple.

Ce qui est sûr, c'est que pour arriver à une telle position, il a fallu qu'Ashcroft bénéficie de complicités au plus haut niveau de l'appareil d'Etat britannique. Et comme, pendant toute cette période, ses amis étaient au pouvoir, rien n'était plus facile.

Ashcroft n'est d'ailleurs pas seul dans ce cas. Aux quatre coins de l'ancien Empire britannique on retrouve ainsi des hommes d'affaires qui ont ainsi prospéré dans l'orbite de Thatcher. Certains sont de franches crapules, comme ce banquier chypriote parti avec la caisse d'une entreprise d'assurance qui faisait miroiter à des naïfs aux revenus modestes la promesse d'une retraite bien gagnée au soleil des Antilles britanniques. D'autres, comme Ashcroft, ont su garder leurs magouilles les moins avouables hors des regards indiscrets. Et

parmi ceux-là, pour un Ashcroft démasqué, combien continueront sans être inquiétés le moins du monde?

Mais surtout, il y a les grands trusts respectables, qui n'en font pas moins mais survivent à tout, justement du fait de leur puissance. Tous sont, à un titre ou un autre, des restes de la grande époque de la colonialisation – qu'il s'agisse des grandes banques ou de sociétés comme P&O (comptoirs d'Asie), Lonhro et RTZ (mines africaines), etc.

Ainsi Standard Chartered, la troisième banque britannique, n'a peut-être pas besoin de blanchir l'argent de la drogue pour faire des profits - encore que c'est l'un des piliers des îles Cayman, plaque tournante de l'argent de la drogue aux Antilles. Mais elle contrôle au travers de politiciens à sa solde des gouvernement entiers, comme celui de l'Etat de Bombay, en Inde, dont la population est près de 100 fois celle de Belize. Et elle vient juste de s'acheter la plus grande banque d'Indonésie, Bali Bank, avec l'aide enthousiaste des politiciens locaux. Mais dans tout cela bien entendu il n'y a ni corruption, ni abus de pouvoir, ni clientélisme. A cette échelle, cela s'appelle simplement les « lois du marché ».

François ROULEAU

Réservoirs dangereux

BOEING PRÉFÈRE LA SÉCURITÉ DE SES PROFITS

La firme aéronautique Boeing savait depuis au moins 22 ans que les réservoirs de ses avions gros porteurs 747 étaient dangereux et susceptibles d'exploser en plein vol.

C'est ce qu'a établi un compte-rendu d'une séance de la Federal Aviation Administration, un organisme de régulation des transports aériens américains. Il indique notamment qu'« une simple étincelle dans la partie vide du réservoir - dans le mélange oxygène-vapeurs de kérosène peut provoquer une explosion et la perte de l'appareil ».

Les autorités américaines avaient pourtant proposé à l'époque des mesures pour remé- il n'y a pas tant que cela d'ex- de la société Boeing, plus imporn'en a tenu aucun compte. « Outre leur efficacité discutable, estimait un ingénieur porte-parole de Boeing, elles entraîneraient des surcoûts déraisonnables, tant financiers qu'énergétiques, pour les compagnies aériennes et les passagers [...]. Nous ne pensons pas que ces mesures se justifient au vu du nombre d'accidents enregistrés ».

Si jamais on les avait consultés, les passagers de Boeing auraient à coup sûr estimé que leur sécurité n'a pas de prix. Mais pour Boeing elle a un coût, dont la limite est fixée par la préservation de ses profits. On appréciera le cynisme des responsables de la firme : puisque finalement

dier à ce danger, mais Boeing plosions en plein vol, pourquoi tants à leurs yeux que la vie des s'en soucier?

> Les familles des 230 passagers qui ont laissé leur vie dans l'explosion du Boeing du vol 800 de la TWA, au-dessus de la baie de New York le 17 juillet 1996, ont payé le prix fort pour apprécier la contrepartie de ce cynisme. Et pourtant que n'avait-on entendu après l'explosion? On avait accusé, pêle-mêle, le terrorisme international, plus particulièrement arabe, et même l'armée américaine, soupçonnée d'avoir envoyé, par mégarde, un missile contre l'avion civil. Tout était bon pour ne pas aller aux causes

En réalité, le coupable était la soif de profits des responsables ricain.

personnes transportées: un « défaut de fabrique » fort répandu dans cette société. Et les coupables avaient des complices : les membres de l'administration américaine qui, n'ignorant rien du défaut du réservoir, ont abreuvé de fables les familles des disparus.

Car, dans le monde capitaliste, la responsabilité d'une grande firme connue, assurée de ne pas avoir à rendre de comptes, n'est jamais vraiment engagée. Et d'ailleurs, au nom de la liberté d'entreprise, les Boeing aux réservoirs dangereux continuent de voler et les profits de tomber dans l'escarcelle de l'avionneur amé-

Dans les entreprises

Accord sur les préretraites dans l'automobile

DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SUBVENTIONNÉES PAR L'ÉTAT

Les principaux syndicats de la métallurgie devraient signer dans les jours qui viennent un accord fixant de nouvelles modalités pour les préretraites dans l'automobile. A ce jour, seule la CGT a fait savoir qu'elle ne signerait pas le projet d'accord.

Pour l'instant, cet accord ne concerne que les principaux constructeurs automobiles, dont Renault et Peugeot-Citroën. Mais il peut être étendu sans renégociation aux autres firmes automobiles, et le gouvernement estime qu'il «préfigure» ce que seront les préretraites dans l'ensemble de l'industrie.

Selon Martine Aubry, le but de cet accord serait de permettre à des salariés avant «travaillé très tôt ou dont les tâches sont pénibles, qui sont usés et incapables aujourd'hui de remplir les emplois de demain», de partir en préretraite non pas à 57 ans mais dès l'âge de 55 ans. Entre 55 et 57 ans, ils seraient payés par l'entreprise à raison de 65 % de leur salaire brut jusqu'à 14 000 F par mois et 50% pour la partie du salaire au-delà. En contrepartie, en cas de besoin, le patron pourrait les rappeler pour des périodes de travail. A partir de 57 ans, l'Etat prendrait à sa charge une proportion encore mal définie de cette en forte hausse (comme



préretraite (moins de 50 %, a tenu à dire Martine Aubry).

Que des travailleurs «usés» par une longue vie d'exploitation puissent accéder plus tôt à un repos bien gagné, on ne peut que s'en réjouir, bien sûr. Mais l'altruisme n'est pas le fort du patronat. Pour lui, il s'agit de «rajeunir» la main-d'œuvre, pour augmenter la productivité, baisser les salaires et gonfler d'autant ses bénéfices.

Mais ce n'est pas parce que les grands de l'automobile affichent des bénéfices

Renault qui, avec 8,8 milliards de bénéfices en 1998, marque un gain de 63 % sur 1997) qu'ils sont prêts à payer pour autant la note de ce «rajeunissement». Non, c'est sur l'Etat qu'ils comptent pour la payer. Déjà, en 1996, Renault et PSA avaient présenté un plan similaire à Juppé, qui l'avait alors rejeté parce qu'il le jugeait trop coûteux. Le gouvernement de la gauche plurielle, lui, a accepté. Ce nouvel accord ne fera qu'allonger la liste interminable des subventions étatiques au patronat.

ne bénéficieront pas de la liberté de choix que le gouvernement réserve au seul patronat. Le départ en préretraite, à quelque âge que ce soit, ne sera pas un droit pour les travailleurs âgés, mais une mesure à la discrétion des patrons, dont ils pourront user à leur guise, comme d'une sanction contre les gêneurs ou au contraire comme d'une carotte.

Sans doute les commentateurs ont-ils fait grand bruit sur la prétendue « contre-partie» à cet accord – à savoir la promesse d'embauches, à rai-Quant aux travailleurs, ils son d'un jeune embauché

pour trois départs en préretraite. Mais en réalité, cette promesse ne figure pas dans le projet d'accord sur la préretraite. Seul l'accord sur les 35 heures signé antérieurement chez Renault et Peugeot-Citroën en fait mention et rien ne dit encore que cette clause sera généralisée sur l'ensemble du secteur automobile.

Mais même si c'était le cas, cela n'en restera pas moins des embauches au rabais, à des salaires bien inférieurs à ceux des travailleurs remplacés. Et comme il y aura bien moins d'embauches que de départs, cela se traduira par la montée des cadences, les heures supplémentaires en pagaille, la flexibilité tous azimuts pour tirer des machines et des hommes le maximum de leurs capacités. Déjà l'an dernier, Peugeot-Citroën ne s'est-il pas vanté d'avoir produit 7,7 % de véhicules en plus avec 2,3 % de travailleurs en moins?

Quant au gouvernement, il pourra toujours continuer à prétendre que le chômage baisse – dans le secteur automobile comme ailleurs – puisque aucun de ces départs en préretraite ne viendra s'ajouter au nombre des chômeurs. Mais à quel coût, pour la collectivité et pour les travailleurs!

Marianne LAMIRAL

Renault - Flins

UN ACCORD NE FAIT PAS LE COM

De 2300 à 2500 personnes sont concernées à Renault Flins par l'accord «relatif à la cessation d'activité des salariés âgés». Mais concernés, cela ne veut pas dire partir. C'est d'ailleurs l'une des grandes inquiétudes, surtout pour ceux qui travaillent dans des bureaux ou ne sont pas directement à la production.

Les milieux syndicaux de l'usine en parlent depuis plusieurs semaines déjà, ce qui fait que cet accord n'est pas vraiment une surprise.

Mais si de nombreux travailleurs espèrent bien partir,

ce n'est pas n'importe comment, ni à n'importe quel prix. Comme le disait un travailleur: «J'ai 3 000 F de traites par mois pour ma maison et une fille qui fait des études. Avec le salaire de ma femme plus le mien, ce n'est pas de trop». Alors se retrouver avec 65 % du salaire brut de référence moins la CSG et le CRDS, «ça ne risque pas de faire lourd». D'autant plus que, dans le cadre des départs FNE qui se produisaient jusque-là chez Renault, les travailleurs touchaient leur indemnité de licenciement avec l'indemnité de mise à la retraite. Le reliquat de congés et les journées restant dues, cela faisait que l'indemnité de départ pouvait aller de 140 000 à 200000 F en fonction de l'ancienneté, même pour un P2.

Cette fois-ci, n'entre dans le cadre de cet accord qu'un acompte équivalant à 60% de l'indemnité de mise à la retraite, ce qui change les choses et ne compense pas le manque à gagner de l'allocation mensuelle touchée jusque-là, à moins bien sûr qu'un accord plus favorable intervienne dans les usines Renault.

Mais pour le moment, nous ne pouvons parler que de ce qui existe et, pour les travailleurs qui font leur calcul, cela ne fait pas le compte. D'autant plus qu'à Flins, la direction n'entend pas embaucher. Pour l'instant, c'est 250 emplois à temps plein qu'il faudrait pour compenser la réduction du temps de travail prévue dans le cadre de l'accord sur les «35 heures» sauce direction. Or, la direction a par

ailleurs un projet de suppression de 2000 postes sur l'usine sur les deux ou trois prochaines

Et tout cela vient s'ajouter aux autres inquiétudes comme celle d'être contraint d'assurer des périodes de travail entre 55 et 57 ans.

Alors, si l'envie de partir est énorme, surtout pour les travailleurs en production, tout le monde reste méfiant et se contente de poser des questions.

Correspondant LO

Dans les entreprises

LE PLAN D'USINOR **CONTRE** LES TRAVAILLEURS

Le trust de l'acier Usinor (qui regroupe en France les entreprises Sollac et Ugine) vient de présenter son plan «Usinor après 2000», couvrant les années 2000-2005. C'est un résumé de tout ce que le patronat veut imposer à la classe ouvrière.

La suppression de près d'un emploi sur quatre

Usinor a commencé la suppression de 3000 emplois sur trois ans. Maintenant, le trust se propose d'obtenir de l'État qu'il subventionne 10 000 départs en préretraite progressive de 1999 à 2005. Usinor embaucherait durant le même temps 4000 personnes. En 2005, l'effectif aurait ainsi baissé de 6 000 travailleurs. Il y aurait alors 9000 travailleurs de moins qu'aujourd'hui, sur un effectif actuel de 41 000 personnes. Soit près d'un emploi en moins sur quatre

Les 35 heures sauce Aubry-Usinor

D'autant plus que les 35 heures ne doivent pas créer d'emplois, mais servir à imposer l'annualisation et la flexibilité aux travailleurs. Le texte explique ce qu'est le temps de travail effectif : «Certains vail en poste. Elle y avait créé temps de présence qui ne un «contrat d'activités alterrépondent pas à la définition légale du temps de travail effectif (par exemple la pause casse-croûte, le temps de douche,...), lorsqu'ils sont définis par accord collectif, peuvent être néanmoins payés». Rédaction qui permet des interprétations très différentes selon les situations et les rapports de force locaux...

Pour les travailleurs en journée, le nombre de jours de travail irait selon le service de 212 jours à 7,50 h à 177 jours à 9 h en moyenne. Les patrons se laissent donc toutes les possibilités d'imposer des semaines très longues, selon les besoins de leur production.

D'autant plus que les heures excédentaires au-delà des 1596 heures par an pourront être reportées d'une année sur l'autre. Ainsi, sous prétexte de diminuer le temps de travail, on peut l'allonger pendant des mois. Ce qui permet de ne pas avoir recours à des travailleurs intérimaires ou en CDD...

Sur les jours de repos gagnés, seuls 10 seraient laissés au libre choix du salarié. Sous prétexte de maintien du salaire de base, les patrons reprendraient les jours de repos liés à l'ancienneté. Dans l'année, il y aurait quatre jours de formation, dont deux seulement seraient pris en dehors du temps de travail.

Les travailleurs en feux continus (3x8) auraient 187 jours de travail dans l'année, contre 191 actuellement. Mais à Sollac-Dunkerque par exemple, il manque tellement de personnel dans les équipes que la maîtrise fait une pression constante pour faire venir des travailleurs en postes supplémentaires durant leurs repos. De cette façon, cette diminution du nombre de jours ne pourrait qu'entraîner une augmentation du nombre de postes de travail supplémentaires...

la direction Enfin, d'Usinor en profite pour placer au niveau de tout le groupe ce qu'elle a commencé d'expérimenter à Sollac-Dunkerque: l'alternance entre travail en journée et tranées» (CAA) pour les jeunes embauchés, par lequel ils effectuent 80% de leur travail en équipe et 20 % en journée. Toutes les catégories de travailleurs seraient dorénavant concernées par cette alternance et leur contrat de travail serait modifié en conséquence. Bien sûr, pour cette mobilité interne comme pour la mobilité entre les usines, le plan patronal parle de volontariat. Mais on sait comment beaucoup de volontaires sont trouvés. Cette mobilité des horaires et des travailleurs est un autre moyen pour résoudre les manques de personnel, au détriment encore de l'emploi.

Les patrons d'Usinor placent les techniciens en dehors de ces dispositions, pour créer des divisions parmi les travailleurs. Les techniciens pourraient travailler, eux, 37 heures, soit de 228 jours à 7h40 à 188 jours de 9 heures. Dans ce cas, 87 h supplémentaires leur seraient payées à 25 %. Les cadres enfin effectueraient 212 jours de travail.

De futurs plans de licenciements?

La direction d'Usinor ne s'engage même pas sur le maintien des effectifs. Elle promet de prendre chaque année 300 jeunes en contrats de qualification ou d'apprentissage. Mais ce travail à salaire très réduit ne débouchera pas automatiquement sur une embauche.

La direction d'Usinor dit clairement qu'en cas de «difficultés économiques», elle mettra en place des «plans sociaux», c'est-à-dire des plans de licenciements. Les travailleurs qui sont à cinq ans ou à dix ans de la retraite pourront être licenciés, s'ils refusent une proposition de reclassement dans leur établissement ou dans un autre. Et pour les autres, les patrons parlent ouvertement des «congés de conversion» de sinistre mémoire, par lesquels ils ont licencié massivement dans les années 80. Bien sûr, pour toutes les mesures, Usinor «s'engage» à demander à l'État de payer.

Voilà le plan qu'Usinor compte imposer aux travailleurs. Mais rien ne dit qu'il réussira. Usinor est riche, très riche. De 1996 à 1998, il a fait officiellement 5,8 milliards de bénéfices. Il a acheté l'an passé la socité sidérurgique belge Cokerill-Sambre pour près de 6 milliards de francs. Et bien d'autres entreprises aux quatre coins du monde. Il n'y a vraiment aucune raison que nous payions la note de sa course aux profits par moins d'emploi et finalement plus

La grève d'Elf Exploration-Production LA DIRECTION A DÜ RECULER

Après 104 jours de lutte. les salariés d'Elf Exploration-Production viennent de gagner, non seulement le maintien des emplois, mais aussi l'abandon des actions judiciaires contre les grévistes, ainsi que le paiement des jours de grève. Samedi 24 juillet, la direction d'Elf a en effet fait savoir qu'elle renonçait à son plan de restructuration, baptisé «plan de performance », et aux 1 320 suppressions d'emplois qu'il prévoyait dans la branche.

C'est au mois d'avril que la société pétrolière avait annoncé, en même temps que ses 8 milliards de profits pour 1998, ce scandaleux «plan social». Les travailleurs de Pau et ceux du centre informatique du siège à La Défense s'étaient aussitôt mis en grève.

La direction préfère évidemment invoquer, dans un communiqué, la récente offre publique d'échange d'actions (OPE) Elf-TotalFina pour justifier son recul. Selon elle, «la situation nouvelle créée par l'OPE d'Elf sur TotalFina et le projet industriel qui l'accompagne font qu'Elf-EP se situera dans le futur dans un contexte très différent de celui que nous avons considéré pour établir le projet de réorganisation.»

Bien sûr, les OPE croisées dans le secteur pétrolier ne sont pas sans rapport avec le recul du patron d'Elf. Mais pas tellement parce que le contexte serait radicalement différent désormais. La raison est sans doute que la lutte des travailleurs de Pau et de La Défense gênait les dirigeants et les actionnaires d'Elf au milieu de leurs grandes manœuvres finan-

En effet, les OPA-OPE sont généralement des occasions où les entreprises concernées essayent de montrer que tout le personnel, des employés à l'encadrement, se range, uni, derrière la bannière de l'entreprise. De ce point de vue, la grève déclenchée par la seule faute de la

direction d'Elf n'allait guère dans ce tableau.

Et d'autant moins que, OPE ou pas, la détermination des grévistes était grande. Différents coups d'éclat avaient d'ailleurs ponctué ce mouvement: blocage total de l'informatique du groupe Elf, manifestation au siège d'Elf à La Défense en mai, perturbation de l'assemblée des actionnaires...

L'OPE de TotalFina prenait les dirigeants d'Elf à contre-pied. Si ces derniers souhaitaient désormais afficher un semblant d'unité de façade, il ne restait plus à Philippe Jaffré qu'à reculer et retirer son plan. Mais ce recul de leur direction, les travailleurs d'Elf le doivent d'abord à leur détermination.

Et si les travailleurs d'Elf ne cachaient pas leur joie d'avoir faire reculer leur direction, ils savent aussi que, fusion ou pas, ils restent dans la ligne de mire de leur direction. En effet, si l'OPE en cours aboutit, elle va fournir un prétexte à de nouvelles prétendues «rationalisations», c'est-à-dire de nouvelles attaques contre l'emploi. D'ailleurs, les OPE croisées d'Elf et de TotalFina prévoient chacune 2000 suppressions d'emplois en France (en plus de 2000 à 4000 à l'étranger).

Les grévistes ont montré que le rapport de force n'est pas toujours du côté des patrons. Cela devrait inspirer leurs réactions face aux nouveaux plans de licenciements que préparent les pétroliers. Mais il faut souhaiter aussi que la lutte des travailleurs d'Elf Exploration-Production donnera le moral à tous les travailleurs de ce pays sur qui pèsent les mêmes menaces de licenciements ou de suppressions d'emplois. Car si tous les travailleurs de grands groupes menacés par des plans de suppressions d'emplois s'y opposaient avec autant de détermination, les «tueurs d'emplois» y regarderaient à deux fois.

Vincent GELAS

Dans les entreprises

Banque

La nouvelle convention:

L'ARNAQUE DES BANQUIERS

Dix-huit mois après avoir dénoncé la convention collective des banques, l'AFB (Association française des banques) qui regroupe la plupart des banquiers, a remis aux fédérations syndicales son projet de nouvelle convention.

Tout est en très net recul par rapport à la situation présente. D'ailleurs dans le journal patronal Demain la banque, l'AFB préfère comparer sa mouture non à la convention actuelle, mais au code du travail. Et ce n'est bien sûr pas un hasard car cela permet à la direction de justifier la reprise de nombreux acquis dans tous les domaines, à commencer bien sûr par nos salaires.

L'AFB fixe quelques minima annuels qui sont très en dessous de la rémunération actuelle. Cela ne peut que favoriser un arbitraire encore plus grand au niveau des salaires.

Chaque banquier peut ainsi fixer les salaires et d'éventuelles augmentations uniquement en fonction de la situation de chacune des entreprises et de la demande plus ou moins grande pour chaque métier.

Le projet de l'AFB supprime aussi, à compter de l'an 2000, les points d'ancienneté qui représentaient par an une augmentation de 1 % du salaire de base. Aujourd'hui cette ancienneté représente pour les 45-55 ans, qui forment encore le gros des effectifs, le quart, voire le tiers du salaire. En guise de compensation, les salariés recevraient jusqu'en 2003 une prime. Mais de toute façon, après 2004, le système s'arrête.

Autre «nouveauté»: l'introduction d'une nouvelle au rabais!

clause de licenciement «pour motif non disciplinaire», ce qui ouvre la porte à toutes les interprétations, ou la division par deux des indemnités de licenciement acquises en fonction de l'ancienneté, à partir de 2002.

Enfin l'AFB s'en prend aussi, en les diminuant bien sûr, aux jours accordés pour événements familiaux ou pour soigner les enfants malades.

Tout cela en dit long sur les projets de l'AFB. Car au travers de rapprochements des services de traitements bancaires de plusieurs banques pour former ce qu'un banquier a qualifié « d'usine financière » ou d'externalisation de travaux (courrier, maintenance des locaux, de l'informatique, de l'économat, etc.), ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont menacés.

Les banquiers veulent pouvoir se débarrasser du personnel de ces secteurs sans avoir les contraintes d'un plan social ou de licenciements économiques. Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir embaucher des jeunes diplômés, y compris pour une durée de quelques années, le temps d'une « mission ». C'est pourquoi le projet prévoit la création d'un nouveau type d'embauche, le contrat dit «à durée déterminée avec rupture prédéterminée» qui durerait au maximum 5 ans. Une nouvelle forme de précarité!

Bref avec son projet de nouvelle convention, l'AFB annonce clairement la couleur. Il faut que notre réponse soit à la hauteur de ce qui est une véritable provocation.

Non au projet de l'AFB et à une convention collective

Région d'Oyonnax (Ain)

Dans la Vallée»



DES PETITES ENTREPRISES AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

ARCHAÏQUES

La région d'Oyonnax, jusqu'à Nantua et Saint-Claude, baptisée «Plastics Vallée», est connue pour sa production d'objets en matière plastique. Elle concentre 12% de l'activité plasturgique du pays et 40% de celle de Rhône-Alpes avec 1000 entreprises.

Dans ces entreprises, parfois très petites puisqu'elles vont de 10 à 400 employés, les conditions de travail sont souvent archaïques, et bien des petits patrons ne respectent aucunement la législation du travail.

De nombreux ouvriers sont venus du Maroc, de Turquie, du Portugal ou d'ailleurs dans les années 70 pour travailler dans la région et certains continuent à travailler après 60 ans pour essayer d'avoir leurs 40 ans de cotisations-retraite. Leurs enfants aussi travaillent dans le plastique.

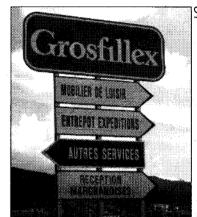
Dans ces entreprises, il est de tradition, depuis plusieurs dizaines d'années, de travailler en 3×8 , parfois samedi, dimanche et jours fériés compris, uniquement pour des raisons de rentabilité car il n'y a pas d'obligation technique à faire tourner les machines en continu.

Les travailleurs y font beaucoup d'heures supplémentaires pour compenser les salaires au SMIC. Quant

aux intérimaires, fort nombreux, il arrive parfois que leurs heures de nuit soient moins payées qu'à un embauché en CDD ou CDI. Les contrats d'intérim peuvent être de un ou deux jours et, dans une entreprise, un patron a même obligé un intérimaire à travailler sur 5 presses alors que les embauchés travaillent sur deux

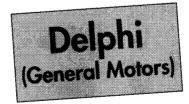
Même dans les entreprises relativement importantes, qui respectent mieux la législation du travail, les accidents ne sont pas rares, et l'augmentation du nombre de décès par crise cardiaque n'est sûrement pas sans liens avec la dégradation des conditions de travail. Là où des accords sur les 35 heures sont signés, cela n'arrange rien, comme à Grosfillex où désormais la direction peut changer les horaires d'une semaine sur l'autre: par exemple, repos forcé le jeudi 15 juillet et travail le samedi de la semaine suivante!

Dans les petites entreprises, c'est pire. A l'usine David, les travailleurs sur presse, des femmes surtout, n'ont pas le droit de s'arrêter pour aller aux toilettes, et le patron fait tout pour qu'il y ait une coupure entre les immigrés à la production et les caristes qui les approvisionnent.



L'usine Plastilex n'a rien à envier à David. Les machines y sont vieilles, avec des sécurités insuffisantes. Quand le patron achète une machine, c'est toujours une machine d'occasion presque aussi vétuste que les autres. Aussi, les accidents sont nombreux: brûlures surtout, mais aussi coupures et chutes. Les ouvriers et ouvrières y sont traités avec mépris. Des pressions sont faites pour venir travailler tous les samedis et dimanches, payés sous forme de primes, ce qui permet de bien moins les payer et d'échapper au quota d'heures supplémentaires.

Les productions de matières plastiques ont beaucoup évolué: elles se sont modernisées, diversifiées, multipliées, mais bien des patrons ont oublié d'évoluer en même temps et ont gardé leurs vieilles méthodes de surexploitation.



jarenne va etre delocalisee a Villeron (Val-d'Oise), à partir de septembre prochain. C'est donc près de 400 travailleurs qui devront rejoindre les presque 500 que compte ce site.

Seulement voilà, par la même occasion, la direction annonce un plan de licenciement de 146 personnes. Cela parce que la production de certains produits s'arrête et qu'elle trouve là une bonne occasion de «dégraisser», en supprimant des postes dits de soutien, comme l'Entretien par exemple.

Non contente de cela, elle va réaliser d'autres économies sur notre dos. Pour homogénéiser, ditelle, les horaires, les travailleurs des deux sites regroupés et s'inspirant d'un accord passé, il y a trois ans, avec les syndicats à

LE PROGRES CULONS

L'usine de Villeneuve-la- Villeneuve, elle se dégage des re de base a été baissé, baisse comtransports prevus fors de l'installation à Villeron et... elle supprime la cantine. Prétexte avancé : les ouvriers ne passent plus que 35 heures à l'usine!

Alors aujourd'hui, temps de transport inclus, il ne nous reste que deux pauses - une de 10 minutes, une autre de 15 minutes pendant 10 heures minimum et sans déjeuner.

Quant aux employés des bureaux, qui n'ont pas encore de réduction de temps de présence, ils doivent amener leur casse-croûtê pour déjeuner en trois quarts d'heure comme avant, ou prendre leur voiture pour aller dans une brasserie à 4 kilomètres, car l'usine est au milieu des champs.

Pour l'instant, Delphi n'a pas touché à notre salaire net. Le salai-

pensee par une diminution des cotisations et une augmentation des primes. Mais bien sûr, cela aura une incidence sur les retraites, calculées à partir du salaire brut.

Pour l'instant aussi, les heures supplémentaires sont majorées de 25 % à partir de la 36° heure. Mais cet accord n'est valable que pour un an, et tout pourrait s'aggraver avec la nouvelle loi Aubry.

Le bilan de ces 35 heures sauce patronale-gouvernementale, c'est la détérioration de nos conditions de vie, même si nous passons une heure de moins à l'usine. Et puis, cela s'accompagne de nouveaux licenciements, alors qu'un plan de 76 suppressions d'emplois est déjà survenu en avril de cette année.

Correspondant LO

BANJO de Claude McKay

Jamaïque en 1890. Du côté paternel, il descendait d'Africains de l'Ouest. Du côté de sa mère, on venait de Madagascar. C'est évidemment la traite des Noirs qui avait conduit de force ses ancêtres dans les Antilles anglaises. McKay bénéficia d'une bourse d'études qui lui permit de se rendre aux Etats-Unis dans un établissement scolaire, imaginé par Booker Washington, un intellectuel noir qui espérait qu'une bonne éducation suffirait à permettre aux Noirs de se faire respecter dans l'Amérique blanche et raciste. Claude McKay fréquenta ensuite une école censée l'initier aux techniques agricoles mais son intérêt était ailleurs: il préférait la poésie. Depuis son adolescence, il composait des poèmes et son premier recueil, Chants de la Jamaïque, écrit en dialecte antillais, reçut une médaille d'encouragement.

En 1919, McKay partit visiter l'Europe. A Londres, il collabora comme rédacteur à des journaux ouvriers. De retour en 1921 aux Etats-Unis, il rejoignit la revue The Liberator de l'un de ses amis, l'intellectuel révolutionnaire Max Eastman. Mais McKay avait la

Claude McKay était né à la bougeotte. Un an après, il embarqua comme chauffeur à bord d'un cargo. Il séjourna six mois en Russie soviétique où il rencontra les dirigeants de l'époque, Trotsky, Zinoviev, Radek. Seul Trotsky semble avoir compris qu'en tant qu'écrivain, il tenait plus que tout à son indépendance et se braquait quand on essayait de lui faire jouer un autre rôle.

> En 1924 il arriva en France et se fixa un temps à Marseille dans le quartier de la Fosse, un quartier mal famé avec ses bistrots, ses bordels, ses prostituées et une population de marins, dont quelques-uns étaient des Noirs de différentes origines, Africains, Antillais ou Noirs-Américains.

> C'est la vie très animée de ce quartier de Marseille que l'auteur fait revivre dans ce roman rédigé en 1927-1928 et composé d'une série d'épisodes qui montre que ce quartier pauvre autorisait malgré tout une certaine liberté d'existence à une population venue du monde entier, même si elle n'était pas toujours de tout repos et si les conflits entre les uns et les autres pouvaient aussi parfois se conclure par mort d'homme.

nom l'indique, un joueur de banjo noir qui survit en jouant de son instrument et conduit cette petite bande - «flânant, chantant, faisant la manche, jouant, dansant, faisant l'amour, trimant » - dont l'auteur nous raconte l'histoire, ou plutôt les histoires. Le double de l'auteur, c'est Ray, qui participe au quotidien de ce petit groupe, avec qui il se sent lié d'instinct, mais qui s'interroge aussi sur la situation des Noirs dans la société capitaliste.

De façon simple et naturelle, le roman présente quelquesunes de ses réflexions. Ses qualités intellectuelles pourraient lui permettre de rejoindre la bourgeoisie noire, mais il s'en méfie comme de la peste. A la reconnaissance des milieux littéraires, il préfère les habitants de «la Fosse». De sa fréquentation du mouvement ouvrier, il a gardé l'idée que les classes pauvres peuvent jouer un grand rôle dans la transformation sociale. Est-il pour autant convaincu que la révolution ouvrière peut résoudre le « problème noir» (qui est aussi un problème... blanc)? Il n'en est pas bien sûr.

Il ne voit cependant aucun salut du côté du nationalisme «Banjo» est, comme son et milite pour dire aux Noirs

pauvres qu'ils doivent être fiers d'eux-mêmes. Il discute de ce que les différentes couleurs de peau peuvent entraîner de bon ou de mauvais dans les comportements des Noirs, selon que leur peau est claire ou sombre. Par la suite, face à l'évolution stalinienne de l'Internationale Communiste qui abandonnait l'internationalisme, McKay devait se tourner vers le «panafricanisme», une union des peuples noirs du monde entier censée éluder la lutte de classe et contourner l'écueil du nationalisme. Il devait mourir en 1948, plutôt

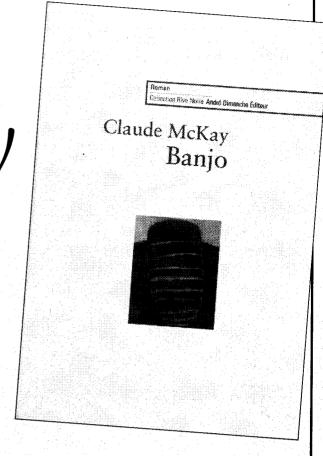
Avec ses poèmes et ses romans, il avait cependant ouvert une voie dans laquelle allaient s'engouffrer d'autres écrivains noirs révoltés,

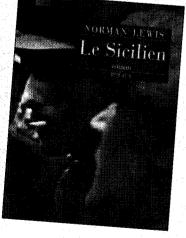
oublié.

notamment noirs-américains comme Richard Wright, Ralph Ellison et bien d'autres. Ce roman, Banjo, se lit avec beaucoup d'intérêt.



Banjo de Claude McKay, Editions André Dimanche, 331 pages, 149 F. Claude McKay est l'auteur de plusieurs romans, publiés dans les années trente aux éditions Rieder: Quartier noir traduit par Louis Guilloux et Banana Bottom, traduit par F.W. Laparra. On en trouve parfois des exemplaires chez les bouquinistes ou dans les bibliothèques qui n'ont pas la fâcheuse habitude de se débarrasser des livres insuffisamment demandés.





Ce roman met en scène un jeune Sicilien de 17 ans recruté par la Mafia, qui mène toute une carrière de tueur aux ordres de celle qui se faisait appeler l'« Honorable Société ». Une absence totale de morale, un cynisme à toute épreuve et une obéissance sans état d'âme à son clan conduisent ce jeune homme à devenir, en échange d'une vie financièrement confortable, une vraie racaille, prête à toutes les basses œuvres, à tous les trafics, ponctués d'assassinats. En Sicile d'abord,

LE SICILIEN de Norman Lewis

contre les militants et sympa- années soixante, juste après la thisants communistes, aux Etats-Unis ensuite, il mène une vie de gangster professionnel. ne reculant devant rien, au fil des affaires qu'on lui ordonne. qui vont de l'immobilier à la prostitution en passant par le trafic de drogue.

Dans sa description des personnages peu reluisants de la Mafia, le roman ne gomme pas les détails sanglants et vulgaires, mais il souligne également la collaboration existant entre celle-ci et la CIA, un des services secrets américains. En Sicile, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour briser les revendications pay-

dans l'immédiat après-guerre, sannes, tout comme dans les prise du pouvoir par Castro. Dans un cas comme dans l'autre, l'ennemi pour la CIA, c'est le «communisme» et la Mafia représente un instrument pouvant être utile pour le combattre. D'ailleurs, l'auteur sait sans doute de quoi il parlait, lui qui a été un agent des Services britanniques.

Voilà donc un roman noir, bien ficelé, sur un homme qui n'a vraiment rien d'un héros mais tout du salaud intelligent.

Michel ROCCO

Le Sicilien, de Norman Lewis, Collection Phébus, 393 pages, 139 F.



Paroles prolétaires

Réponses des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus. Éditions Plon, 224 pages, 79 francs. Depuis plus d'un mois maintenant, les militantes et les militants de Lutte Ouvrière sillonnent plusieurs régions du pays et font étape dans de nombreuses villes.

Nos camarades mettent à profit la période de l'été et des congés afin d'aller au-devant de tous ceux, militants de gauche, sympathisants, électeurs, qui souhaitent mieux connaître nos idées, discuter avec eux de ce qui serait nécessaire pour que change la situation actuelle, dure pour l'ensemble du monde du travail, dure pour toutes les familles populaires, dure pour tous les pauvres.

Dans les discussions et les rencontres que peuvent avoir nos

DROME-ARDECHE

jeudi 29 juillet NYONS (Drôme) vendredi 30 juillet PIERRELATTE (Drôme) samedi 31 juillet AUBENAS (Ardèche)

NORD-PAS-DE-CALAIS

jeudi 29 juillet AROUES (Pas-de-Calais) vendredi 30 juillet **BRAY-DUNES (Nord)** samedi 31 juillet CALAIS (Pas-de-Calais) dimanche 1er août **BERCK-SUR-MER** (Pas-de-Calais) mardi 3 août WISSANT (Pas-de-Calais) mercredi 4 août WIMEREUX (Pas-de-Calais) ieudi 5 août **BOULOGNE-SUR-MER** (Pas-de-Calais) vendredi 6 août **ETAPLES (Pas-de-Calais)** samedi 7 août STELLA-PLAGE (Pas-de-Calais)

BRETAGNE SUD

jeudi 29 juillet **CHATEAULIN** (Finistère) vendredi 30 juillet SAINT-GUENOLE (Finistère) samedi 31 juillet **AUDIERNE** (Finistère) ETANG DE BERRE jeudi 29 juillet **BEAUCAIRE** (Gard) vendredi 30 juillet CHATEAUNEUF-LES-**MARTIGUES** (Bouches-du-Rhône) samedi 31 juillet **SAINT-CHAMAS** (Bouches-du-Rhône)

CHARENTE-MARITIME

jeudi 29 juillet LA TREMBLADE (Charente-Maritime) vendredi 30 juillet AYTRÉ (Charente-Maritime)

SAÔNE ET LOIRE

jeudi 29 juillet MÂCON (Saône-et-Loire) vendredi 30 juillet **GUEUGNON** (Saône-et-Loire) samedi 31 juillet **BOURBON-LANCY** (Saône-et-Loire)

Les militants de Lutte Ouvrière font étape dans votre ville

vent la catastrophe sociale que représente le chômage, les difficultés de joindre les deux bouts, et les effets négatifs de la loi sur les trente-cinq heures à la sauce Aubry. Cette loi, censée créer des emplois, non seulement n'en crée pas mais détériore les conditions de vie et de travail des ouvriers.

Alors oui, il est urgent que cela

camarades, reviennent le plus sou- change vraiment et que les jeunes, les travailleurs, ceux qui ont un emploi comme tous ceux qui en cherchent un, se concertent sur les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour changer cet état des choses. Ensemble il nous faut envisager les moyens à mettre en œuvre, les objectifs de lutte à se fixer pour renverser radicalement la situation dans un sens favorable

nous voulons discuter.

Nous installons un petit chapiteau sur l'une des places de la ville étape, sous lequel chacun pourra trouver, entre autres, le livre d'Arlette Laguiller (Paroles de prolétaires), des journaux, des brochures, un montage vidéo et la présence des militants de Lutte Ouvrière. Nous vous invitons cor-

au monde du travail. Voilà ce dont dialement à venir discuter du communisme, de la situation de la classe ouvrière aujourd'hui, de la nécessité et des moyens de reprendre l'initiative pour arrêter les coups du patronat et du gouvernement, et de bien d'autres choses qui concernent l'avenir du mouvement ouvrier.

> A bientôt, donc. Soyez au rendez-vous!

mercredi 11 août **MIMIZAN-PLAGE** (Landes) jeudi 12 août **BISCAROSSE** (Landes) vendredi 13 août **ARCACHON** (Gironde) samedi 14 août **ANDERNOS** (Gironde)

VENDEE

lundi 2 août JARD-SUR-MER (Vendée) mardi 3 août CHALLANS (Vendée) mercredi 4 août BREM-SUR-MER (Vendée) jeudi 5 août LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) vendredi 6 août SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ (Vendée) samedi 7 août SAINT-JEAN-DE-MONTS (Vendée) lundi 9 août LA TRANCHE-SUR-MER (Vendée) mardi 10 août NOIRMOUTIER (Vendée) mercredi 11 août SAINT-GILLES-CROIX-**DE-VIE** (Vendée) jeudi 12 août L'EPINE (Vendée) vendredi 13 août LA BERNERIE-EN-RETZ (Loire-Atlantique)

lundi 2 août **MONTCEAU-LES-MINES** (Saône-et-Loire) mardi 3 août LE CREUSOT (Saône-et-Loire) mercredi 4 août **AUTUN (Saône-et-Loire)** jeudi 5 août CHAGNY (Saône-et-Loire) vendredi 6 août CHALON-SUR-SAÔNE (Saône-et-Loire) samedi 7 août CHALON-SUR-SAÔNE (Saône-et-Loire)

ROUSSILLON

jeudi 29 juillet COLLIOURE (Pyrénées-Orientales) vendredi 30 juillet **PERPIGNAN** (Pyrénées-Orientales) samedi 31 juillet **GRUISSAN-PORT** (Pyrénées-Orientales) lundi 2 août SAINT-CYPRIEN-PLAGE (Pyrénées-Orientales) mardi 3 août ARGELÈS-PLAGE (Pyrénées-Orientales) mercredi 4 août PORT-LEUCATE – LA FRANQUI (Pyrénées-Orientales) jeudi 5 août PORT-VENDRES (Pyrénées-Orientales) vendredi 6 août SAINTE-MARIE-PLAGE (Pyrénées-Orientales) samedi 7 août **CERET (Pyrénées-Orientales)**

BRETAGNE NORD

lundi 2 août **BREST** (Finistère) mardi 3 août LANDERNEAU (Finistère) mercredi 4 août ROSCOFF (Finistère) jeudi 5 août MORLAIX (Finistère) vendredi 6 août GUINGAMP (Côtes-d'Armor) samedi 7 août LANNION (Côtes-d'Armor) lundi 9 août TREBEURDEN (Côtes-d'Armor) mardi 10 août PAIMPOL (Côtes-d'Armor) mercredi 11 août BINIC (Côtes-d'Armor) jeudi 12 août LAMBALLE (Côtes-d'Armor) vendredi 13 août PLENEUF-VAL-ANDRÉ (Cotes-d'Armor) samedi 14 août DINAN (Côtes-d'Armor)

PROVENCE

lundi 2 août AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) mardi 3 août **AIX-EN-PROVENCE** (Bouches-du-Rhône) mercredi 4 août MANOSOUE (Alpes de Haute-Provence) jeudi 5 août LA SEYNE-SUR-MER (Var) vendredi 6 août **GARDANNE** (Bouches-du-Rhône) samedi 7 août

BRIGNOLES (Var) lundi 9 août SAINT-MAXIMIN (Var) mardi 10 août LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône) mercredi 11 août **AUBAGNE (Var)** jeudi 12 août MARSEILLE L'Estaque (Bouches-du-Rhône) vendredi 13 août **MARSEILLE** Place Jean-Jaurès - La Plaine (Bouches-du-Rhône) samedi 14 août MARSEILLE Prado – Plage 2 (Bouches-du-Rhône)

AQUITAINE

lundi 2 août **BAYONNE** (Pyrénées-Atlantiques) mardi 3 août SAINT-JEAN-DE-LUZ (Pyrénées-Atlantiques) mercredi 4 août HENDAYE (Pyrénées-Atlantiques) jeudi 5 août **TARNOS** (Pyrénées-Atlantiques) vendredi 6 août **CAPBRETON (Landes)** samedi 7 août DAX (Landes) lundi 9 août **VIEUX-BOUCAU** (Landes) mardi 10 août SAINT-GIRONS-PLAGE (Landes)

ALSACE

lundi 16 août MOLSHEIM (Bas-Rhin) mardi 17 août SAVERNE (Bas-Rhin) mercredi 18 août **SCHILTIGHEIM** (Bas-Rhin) jeudi 19 août HAGENAU (Bas-Rhin) vendredi 20 août SELESTAT (Bas-Rhin) samedi 21 août **KAYSERSBERG** (Haut-Rhin) lundi 23 août SAINTE-MARIE-AUX-MINES (Haut-Rhin) mardi 24 août **HUNINGUE** (Haut-Rhin) mercredi 25 août **COLMAR (Haut-Rhin)** ieudi 26 août COLMAR (Haut-Rhin) vendredi 27 août **GUEBWILLER** (Haut-Rhin)